

---

PIERRE ASTIÉ  
DOMINIQUE BREILLAT  
CÉLINE LAGEOT\*

## REPÈRES ÉTRANGERS

(1<sup>er</sup> OCTOBRE – 31 DÉCEMBRE 2024)

139

### ALLEMAGNE

16 décembre 2024. **Crise politique.** La coalition fédérale entre sociaux-démocrates, libéraux et Verts connaît des dissensions liées aux difficultés économiques. Les appels à assouplir le « frein à la dette » inscrit dans la Loi fondamentale se multiplient.

Le chancelier Scholz décide d'engager sa responsabilité sur une question de confiance, espérant un vote négatif qui pourrait permettre la dissolution du Bundestag. Le 16 décembre, la confiance lui est en effet refusée : 207 députés votent pour, 394 votent contre et 116 s'abstiennent, dont les écologistes. Les élections doivent se tenir le 23 février 2025.

19 décembre 2024. **Cour constitutionnelle.** Le Bundestag se prononce en faveur d'une réforme visant à protéger

la Cour de Karlsruhe en intégrant dans la Loi fondamentale sa structure et le mode de désignation des juges.

### CORÉE DU SUD

3-4 et 26 décembre 2024. **Loi martiale. Président. Destitution.** Le président Yoon Suk-yeol, 64 ans, Pouvoir au peuple, en poste depuis le 10 mai 2022, ultraconservateur, proclame, le 3 décembre, la loi martiale pour protéger le pays « des forces communistes nord-coréennes ». Des milliers de personnes protestent devant l'Assemblée nationale. Le lendemain, les députés votent la levée de la loi martiale et l'opposition tente de faire destituer le chef de l'État.

Le 14 décembre, le président Yoon est suspendu de ses fonctions, le temps que la Cour constitutionnelle se prononce sur la validité de la procédure. Le Premier ministre, Han Duck-soo, 75 ans, assure

---

\* Centre d'études et de coopération juridique interdisciplinaire-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA7353.

l'intérim. Le président déchu risque la peine de mort ou la prison à vie.

Le 26 décembre, le président par intérim fait à son tour l'objet d'une motion de destitution, après avoir refusé de nommer des candidats de l'opposition jugés à la Cour constitutionnelle. La destitution est votée par 192 députés. Le vice-Premier ministre, Choi Sang-mok, 61 ans, indépendant, assure l'intérim.

#### ÉTATS-UNIS

140 1<sup>er</sup> et 17 octobre, 1<sup>er</sup> et 21 novembre, 3, 18, 19 et 23 décembre 2024. **Peine de mort.** Sept condamnés à mort sont exécutés : Garcia Glen White, 61 ans, le 1<sup>er</sup> octobre, au Texas, pour un triple meurtre ; Derrick Ryan Dearman, 36 ans, le 17 octobre, en Alabama, pour le meurtre de cinq personnes en 2016 ; Richard Moore, 59 ans, le 1<sup>er</sup> novembre, en Caroline du Sud, pour meurtre ; Carey Dale Grayson, 50 ans, le 21 novembre, en Alabama, pour le meurtre d'une autostoppeuse ; Christopher Leroy Collings, 49 ans, le 3 décembre, dans le Missouri, pour viol et meurtre ; Joseph Edward Corcoran, 49 ans, le 18 décembre, dans l'Indiana, pour un quadruple meurtre ; Kevin Ray Underwood, 45 ans, le 19 décembre, dans l'Oklahoma, pour le meurtre d'un enfant.

Le 23 décembre, Joe Biden annonce avoir commué la peine de trente-sept condamnés à mort.

5 novembre 2024. **Avortement.** Dix États se prononcent par référendum sur la reconnaissance du droit à l'IVG. En Floride, le « oui » n'atteint pas les 60 % requis (57,1 %). Le résultat est également négatif dans le Nebraska (58,6 % de « non ») et le Dakota du Sud (58,2 % de « non »). En

revanche, le « oui » l'emporte dans les sept autres États : Maryland (74,1 %), Nevada (63,8 %), New York (61,8 %), Colorado (61,5 %), Arizona (61,4 %), Montana (57,2 %) et Missouri (51,6 %).

5 novembre 2024. **Élection présidentielle, législatives et gubernatoriales.** L'élection se joue dans sept États clés : Arizona, Caroline du Nord, Géorgie, Michigan, Nevada, Pennsylvanie et Wisconsin. La moitié des Américains ont voté de façon anticipée.

Donald Trump l'emporte sans ambiguïté, 31 États lui donnant 312 des 538 « *great electors* », contre 226 à Kamala Harris, apportés par 19 États ainsi que le District de Columbia.

Plutôt qu'un plébiscite pour Donald Trump, il faut voir là un effondrement du camp démocrate, Kamala Harris n'étant pas parvenue à se départir de l'image de la présidence de Joe Biden pour convaincre les États pivots. Le candidat républicain a certes enregistré une progression dans 80 % des comtés, y compris ceux traditionnellement affiliés au Parti démocrate, mais ses gains par rapport à l'élection de 2020 sont nettement inférieurs aux pertes subies par les démocrates.

La progression de Donald Trump est notamment le fait de l'évolution des électors noirs, hispaniques et asiatiques, qui ont glissé plus à droite que le reste de la population. Le taux d'abstention des minorités ethniques a également progressé. Huit ans après l'élection qui le porta pour la première fois au pouvoir, Donald Trump, avec 49,8 % des voix contre 48,3 % à Kamala Harris, peut s'enorgueillir cette fois-ci d'avoir remporté le vote populaire. La « *working class* » a majoritairement voté pour lui.

*Élection présidentielle aux États-Unis*

Suffrages exprimés	155 238 302		
<i>Candidats</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>grands électeurs</i>
Donald Trump (avec James Vance), Parti républicain	77 302 580	49,80	312
Kamala Harris (avec Tim Walz), Parti démocrate	75 017 613	48,32	226
Autres	2 918 109	1,88	0

Au Sénat, les républicains ont la majorité absolue : gagnant quatre sièges, ils atteignent 53 élus ; les démocrates, obtenant un siège supplémentaire, en ont 47 (dont deux indépendants).

La Chambre des représentants compte désormais 220 républicains contre 215 démocrates.

141

*Élections législatives aux États-Unis*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS			
Suffrages exprimés	149 204 425		
<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
Parti républicain	74 828 695	50,15	220 (- 2)
Parti démocrate	70 786 203	47,44	215 (+ 2)
Autres	3 589 527	2,41	0
SÉNAT			
Suffrages exprimés	113 998 179		
<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
Parti républicain	54 402 264	47,72	53 (+ 4)
Parti démocrate	55 934 581	49,07	45 (- 3)
Indépendants	1 302 089	1,14	2 (- 1)
Autres	2 359 245	2,07	0

Des élections gubernatoriales ont également lieu dans onze États. À leur issue, il y a toujours, au total, 27 gouverneurs républicains et 23 gouverneurs démocrates.

10 novembre-4 décembre 2024.  
**Administration.** Au mépris de l'État de droit, Donald Trump a demandé, dès le 10 novembre, aux sénateurs

républicains de le dispenser de soumettre à leur approbation les nominations qu'il effectuera, notamment au sein de son cabinet. Cette requête est cependant vouée à l'échec.

Parmi les nominations proposées par le président élu, on remarque en particulier : Marco Rubio, 53 ans, sénateur de Floride, favorable à des sanctions américaines contre l'Iran, comme secrétaire

d'État ; Tulsi Gabbard, 43 ans, ancienne militaire sans expérience en matière de renseignement, prorusse, passée des démocrates aux républicains, pour diriger le renseignement ; Robert Kennedy Jr., 71 ans, neveu de JFK, ancien avocat en droit de l'environnement, complotiste, vaccinosceptique, candidat à l'élection présidentielle s'étant retiré au profit de Donald Trump, comme secrétaire à la Santé et aux Services humains ; Chris Wright, 59 ans, homme d'affaires dirigeant Liberty Energy, entreprise spécialisée dans la fracturation hydraulique, climatosceptique, comme secrétaire à l'Énergie ; Linda McMahon, 76 ans, ex-vice-présidente de la fédération de catch WWE, comme secrétaire à l'Éducation ; Scott Bessent, 62 ans, fondateur du fonds d'investissement alternatif Key Square Capital Management, comme secrétaire au Trésor ; Jared Isaacman, 41 ans, homme d'affaires, astronaute milliardaire qui s'est lancé dans le développement de missions spatiales privées, à la tête de la NASA.

Le 19 novembre, Donald Trump confie à Mehmet Oz, 64 ans, ancien chirurgien, star des plateaux de télévision, la gestion des programmes publics d'assurance-maladie tels que Medicare et Medicaid.

Elon Musk, 53 ans, considéré comme l'homme le plus riche du monde, est désigné pour assurer « l'efficacité gouvernementale » et « démanteler la bureaucratie gouvernementale ». Il assumera ce rôle avec l'ancien candidat à la primaire républicaine Vivek Ramaswamy, 39 ans, entrepreneur milliardaire.

25 novembre et 30 décembre 2024. **Président. Statut.** Le procureur spécial Jack Smith, qui instruit deux procédures fédérales contre Donald Trump, estime, le 25 novembre, qu'il est

impossible de poursuivre un président en exercice. Le président élu échappe donc aux poursuites relatives à l'assaut du Capitole.

Le 30 décembre, la justice civile confirme que Donald Trump devra payer 5 millions de dollars à une autrice qu'il avait agressée sexuellement dans les années 1990 et diffamée plus de vingt ans après. Malgré l'abandon de deux procédures pénales depuis sa réélection, il reste susceptible d'être poursuivi dans au moins trois affaires au civil.

1<sup>er</sup> décembre 2024. **Grâce présidentielle.** Le président Joe Biden accorde une grâce « pleine et inconditionnelle » à son fils Hunter, 54 ans, considérant que les poursuites ont été menées de « façon sélective et injuste ». Celui-ci avait été condamné en juin par un jury fédéral dans le Delaware, pour achat et détention d'armes à feu alors qu'il était sous la dépendance de la drogue et avait menti dans le formulaire d'acquisition.

L'ampleur de cette grâce est historique. La seule qui soit comparable est celle accordée, en 1974, par Gerald Ford à Richard Nixon.

#### LIBAN

8 octobre-27 novembre 2024. **Israël. Palestiniens. Hezbollah.** L'armée israélienne annonce, le 1<sup>er</sup> octobre, avoir lancé une offensive au sol dans le sud du pays. Trois jours plus tard, Beyrouth et la principale route menant en Syrie sont bombardés.

Le 8 octobre, Benyamin Netanyahu menace le Liban d'une guerre comme celle à Gaza. Le conflit entre Israël et le Hezbollah fait des milliers de morts et près d'un million de déplacés.

Le 27 novembre, une trêve entre en vigueur pour une période « transitoire »

de soixante jours. L'accord en treize points reprend l'essentiel de la résolution 1701 des Nations unies, adoptée en 2006 pour renforcer le rôle de l'armée libanaise. Malgré la trêve, Israël déclare avoir mené une frappe contre une installation du Hezbollah.

#### PALESTINE

Octobre-décembre 2024. **Israël, Gaza.** Le 17 octobre, l'armée israélienne annonce avoir tué celui qui était le chef du Hamas depuis le 13 mars 2017, Yahya Sinwar, 61 ans, considéré comme l'un des cerveaux de l'attaque du 7 octobre 2023. Elle l'avait visé sans connaître son identité.

Le 28 octobre, la Knesset adopte deux projets de loi mettant fin aux activités de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Le premier, adopté par 92 voix contre 10, interdit les activités de l'UNRWA sur le « territoire souverain » israélien et donc à Jérusalem-Est ; le second, adopté par 87 voix contre 9, suspend tout contact entre Israël et l'UNRWA.

Le 21 novembre, la Cour pénale internationale émet des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, son ex-ministre de la Défense Yoav Gallant et le chef de la branche armée du Hamas, Mohammed Deif, présumé mort le 13 juillet 2024, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Les États-Unis rejettent la décision ainsi que toute la classe politique israélienne.

Le 16 décembre, le ministre de la Défense israélien, Israël Katz, déclare que « les négociateurs n'ont jamais été aussi proches d'un accord » et le Hamas évoque des « discussions sérieuses et positives ». Les pressions de Donald Trump ont eu une incidence sur ces avancées.

Au 23 décembre, selon le ministère de la Santé du Hamas, le bilan total est de 45 317 morts.

#### SYRIE

27 novembre-8 décembre 2024. **Guerre civile.** Des djihadistes du groupe Hayat Tahrir al-Cham (Organisation de libération du Levant, HTC), mené par Abou Mohammed al-Joulani (nom de guerre d'Ahmed al-Charaa), 42 ans, lancent, le 27 novembre, une offensive dans le nord de la Syrie, faisant plus de cent quarante morts. Trois jours après, ils s'emparent d'Alep, deuxième ville du pays. Le 4 décembre, ils sont aux portes de Hama, qui tombe le lendemain. Le 8 décembre, juste après la prise de Damas, Bachar al-Assad, 59 ans, parti Baas, président depuis le 7 juillet 2000, quitte le pays pour la Russie.

Le 10 décembre, Mohammed al-Bachir, 41 ans, HTC, leader du bastion rebelle d'Idlib, ingénieur, déclare avoir été nommé chef d'un gouvernement de transition jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2025.

Le 12 décembre, le groupe HTC promet un « État de droit ». On annonce que la Constitution et le Parlement sont suspendus pendant la période transitoire.

Le 29 décembre, lors de sa première interview, Ahmed al-Charaa évoque la tenue d'élections dans quatre ans.

#### UKRAINE

Octobre-décembre 2024. **Russie.** Le 16 octobre, le président Zelensky présente au Parlement son « plan pour la victoire », qui comporte cinq axes : inviter Kiev à rejoindre l'OTAN ; renforcer la défense ; déployer des moyens de dissuasion non nucléaires ; partager avec les alliés le potentiel économique national ;

remplacer, après la guerre, les contingents militaires américains en Europe par des unités ukrainiennes.

La Corée du Nord décide d'envoyer des « troupes importantes » pour combattre aux côtés de la Russie en Ukraine. Il y aurait dix mille soldats.

Le 24 octobre, lors de la réunion des BRICS à Kazan, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, appelle à une « paix juste ». Il y rencontre Vladimir Poutine et « répète sa position selon laquelle l'invasion russe de l'Ukraine » est une « violation » du droit international.

144 Le 15 novembre, le chancelier Scholz fait savoir qu'il a parlé au téléphone avec Vladimir Poutine, « condamnant la guerre d'agression russe contre l'Ukraine » et lui demandant de démontrer que la Russie « serait prête à des négociations sérieuses avec l'Ukraine dans le but de parvenir à une paix juste et durable ». C'est le premier échange formel depuis deux ans entre un dirigeant occidental et le président russe. Informé auparavant, Volodymyr Zelensky s'est montré très irrité.

Le 20 novembre, Vladimir Poutine prend un décret qui élargit la possibilité d'un recours à l'arme atomique en cas d'attaque « massive » par un pays non nucléarisé mais soutenu par une puissance nucléaire.

Le 29 novembre, le président Zelensky se déclare prêt à des concessions. Kiev et Moscou sont confrontés à une pénurie de soldats, l'armée ukrainienne constatant notamment une forte augmentation des « abandons de poste » sur le front.

#### UNION EUROPÉENNE

2 et 7 octobre 2024. CJUE. **Composition.** Le 2 octobre, les représentants des États membres nomment neuf juges et un

avocat général auprès de la Cour de justice. Deux autres juges sont nommés au sein de la Cour, ainsi que sept au sein du Tribunal.

Le 7 octobre, le juge et professeur belge Koen Lenaerts, 70 ans, est réélu président de la CJUE, fonction qu'il exerce depuis le 8 octobre 2015 ; l'Allemand Thomas von Danwitz, 62 ans, professeur de droit, devient vice-président, le Danois Lars Bay Lartsen, 71 ans, en fonction depuis le 8 octobre 2021, quittant la Cour ; le Polonais Maciej Szpunar, 53 ans, avocat, est réélu premier avocat général, fonction exercée depuis le 11 octobre 2018.

19 novembre 2024. CJUE. **Élections municipales et européennes.** La Cour juge que l'existence d'un critère de nationalité pour intégrer un parti politique constitue une rupture de l'égalité de traitement des ressortissants européens, considérant qu'ils doivent pouvoir être élus aux élections municipales et européennes. De ce fait, les législations tchèque et polonaise contreviennent au droit de l'Union.

1<sup>er</sup> décembre 2024. **Commissaires.** Trois nominations posent problème, celles du Hongrois Olivér Várhelyi, de l'Espagnole Teresa Ribera et de l'Italien Raffaele Fitto. La seconde notamment est menacée par les conservateurs, qui la mettent en cause au sujet des inondations en Espagne.

Le vote final sur la Commission a lieu le 27 novembre, mais la majorité est plus réduite qu'espéré avec 370 voix contre 282 et 36 abstentions, soit 53,8 % des voix. C'est la majorité la plus étroite depuis le premier vote sur la composition de la Commission, en 1994.

La Commission compte seize hommes et onze femmes. Quinze de

ses membres sont issus du PPE, quatre des sociaux-démocrates, quatre de Renew, un des Conservateurs et réformistes (extrême droite) ; trois sont non inscrits.

Ursula von der Leyen nomme vice-président exécutif le controversé Raffaele Fitto, postfasciste.

La Commission nouvelle prend ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre.

1<sup>er</sup> décembre 2024. **Présidence du Conseil. Haute représentante.** L'ancien Premier ministre portugais António Costa, 63 ans, socialiste, devient président du Conseil européen, succédant au Belge Charles Michel, 49 ans, Mouvement réformateur, avocat, en fonction depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2019.

L'ex-Première ministre estonienne Kaja Kallas, 47 ans, Parti de la réforme, avocate, est nommée haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, à la suite de l'Espagnol Josep Borrell, 77 ans, socialiste, ingénieur, en fonction depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2019.

17 décembre 2024. **Médiatrice européenne.** L'ancienne médiatrice adjointe du Portugal Teresa Anjinho, 50 ans, CDS-Parti populaire, est élue médiatrice européenne, pour un mandat de cinq ans. Elle succédera le 27 février 2025 à l'Irlandaise Emily O'Reilly, 67 ans, journaliste, en fonction depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2013.

12 décembre 2024. **Schengen.** Les États membres donnent leur accord à l'adhésion complète, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, de la Bulgarie et de la Roumanie à l'espace Schengen.

#### ET AILLEURS

1<sup>er</sup> octobre. Mark Rutte, 57 ans, ancien Premier ministre néerlandais, prend ses fonctions de secrétaire général de l'OTAN en réaffirmant fortement la nécessité de soutenir l'Ukraine.

30 octobre. Une alternance exemplaire a lieu au Botswana, la Coalition pour un changement démocratique l'emportant face au Parti démocratique, qui dominait la vie politique depuis l'indépendance, en 1966.

Au Mexique, huit des onze juges de la Cour suprême présentent leur démission pour protester contre une réforme prévoyant l'élection de tous les magistrats par un vote populaire.

3 novembre. Devant choisir entre l'Union européenne et la Russie, les Moldaves approuvent, à une très faible majorité de « oui », l'inscription de l'objectif européen dans la Constitution.

11 novembre. Au Japon, après des élections anticipées, Shigeru Ishiba est réélu Premier ministre, à la tête d'un gouvernement minoritaire.

3 décembre. En Géorgie, la Cour constitutionnelle rejette le recours de la cheffe de l'État pour faire invalider les élections législatives, celle-ci dénonçant une « opération » orchestrée par Moscou dans un vote aux allures de référendum sur l'Union européenne.

6 décembre. En Roumanie, la Cour constitutionnelle invalide l'élection présidentielle à moins de quarante-huit heures du second tour, en raison d'ingérences russes et de dérives sur le réseau social TikTok.

31 décembre. Au Zimbabwe, le président de la République abolit par décret la peine de mort. Il s'agit du 30<sup>e</sup> pays abolitionniste en Afrique et du 127<sup>e</sup> dans le monde.